

BILLET DE BLOG 28 avril 2016

Pourquoi les ODD doivent devenir un enjeu du débat politique national

Auteurs

Laura Brimont

Ancienne coordinatrice à l'Iddri, Modes de vie en transition

Tancrède Voituriez

Chercheur senior, Gouvernance du développement durable

Julie Vaillé

Chercheuse senior, Gouvernance et Financement du développement durable

🕒 Temps de lecture: 5 min



L'état d'appropriation des ODD (objectifs du développement durable) par la classe politique reste très inégal, voire rudimentaire dans les pays développés, si on le compare à celui des engagements pris à la COP 21. Pourtant les ODD ne concernent pas uniquement les pays du Sud, ils traitent même de problématiques cruciales en Europe (inégalités de revenus, réchauffement climatique, chômage, qualité de l'éducation, notamment). L'opportunité existe d'en faire de véritables leviers de changements pour l'ensemble des

secteurs de l'économie et pour la société.

A New York le 25 Septembre 2015, les États membres de l'ONU ont adopté un nouveau programme de développement durable qui comprend un ensemble de **17 objectifs mondiaux** destinés, notamment, à mettre fin à la pauvreté et la faim, lutter contre les inégalités et faire face au changement climatique d'ici à 2030. Cet agenda est universel – il s'applique aux pays du Nord comme du Sud et ambitieux - il couvre l'ensemble des enjeux de développement social, économique et environnemental. Mais avec 169 cibles et plus de 200 indicateurs, **deux scénarios** se profilent :

1. le premier donne aux ODD une existence statistique en les confinant à un exercice de rapportage de chaque pays envers une instance onusienne, sans grande portée en matière de politique intérieure ;
2. la deuxième confère une réelle existence politique faisant de l'Agenda 2030 une opportunité de transformation des trajectoires de développement.

Alors pourquoi les ODD méritent qu'on leur accorde, en Europe, bien plus d'attention ?

Les premières études (*Sustainable Development Goals: Are the rich countries ready?* de Christian Kroll, *Preliminary Sustainable Development Goal (SDG) Index and Dashboard, SDSN WP*) montrent qu'aucun pays ne peut aujourd'hui préjuger de sa capacité à atteindre la totalité des cibles – les scénarios de « *business as usual* » rendent incompatibles les trajectoires tendanciennes actuelles et les objectifs de 2030. C'est vrai de la France comme du Burkina Faso, de l'Allemagne comme de la Colombie. Les pays européens, comme les autres pays, doivent transformer leur économie pour atteindre les ODD. C'est particulièrement le cas en matière d'inégalités hommes femmes, d'inégalités de revenu, d'emploi, de protection des ressources marines... la liste est plus ou moins longue, selon les pays. A bien des égards, les pays de l'UE ont un avantage – en matière de justice sociale notamment – mais ils ne peuvent préjuger de leur performance future à la seule aune de leurs performances passées, car l'agenda est plus vaste et ambitieux qu'aucun agenda commun jamais négocié.

Les ODD, adoptés par l'ensemble des pays de la planète, accordent une large part à des valeurs telles que la bonne gouvernance, l'égalité homme femme ou la réduction des inégalités qui sont au cœur du contrat social européen. Les ODD créent donc une attente et un devoir de résultats de la part de l'Europe, d'autant plus qu'ils sont le fruit de longues négociations que la candeur apparente portée par l'agenda 2030 ne doit pas faire oublier.

A la condition, exigeante, d'un leadership par l'exemplarité, l'agenda 2030 offre à l'UE l'opportunité de faire valoir l'universalité des valeurs de justice et de progrès dans un monde où les conflits géopolitiques et idéologiques les foudrent régulièrement aux pieds.

Dans l'agenda 2030, les gouvernements sont appelés à élaborer leur plan d'action à partir des stratégies nationales de développement durable définies depuis plus de 15 ans : qu'est-ce que les ODD apportent de plus ? Une innovation importante réside dans la **création d'un cadre d'évaluation des progrès réalisés** en matière de développement durable pour l'ensemble des pays de la planète, via un système de rapportage annuel de la performance des pays, sous l'égide du secrétaire général des Nations unies. La littérature (*The Policy impact of PISA: an exploration of the normative effects of international benchmarking in school system performance - OECD Education Working Paper N°71*, et *Beyond Copenhagen: next steps*) nous apprend que les classements internationaux favorisent les échanges entre décideurs politiques et experts sur les stratégies des pays leaders dans un domaine, notamment entre les pays avec des caractéristiques socio-économiques proches, et créent in fine une incitation pour des réformes.

Les ODD fournissent également **une grille de lecture** aux gouvernements **pour améliorer la cohérence** de leurs politiques publiques et **faire converger les différentes dimensions** (sociales, économiques et environnementales) du développement. Les systèmes de gouvernance nationaux basés sur des ministères spécialisés (ministère de l'environnement, de l'économie, du travail, de la santé, etc.) peinent à dépasser les approches « en silos » et à faire en sorte que les stratégies contribuent conjointement aux différents aspects du développement durable. Les ODD peuvent donc être considérés comme un outil permettant de réfléchir aux [interdépendances des politiques publiques](#). Il importe alors que le débat politique les replace bien au cœur de la vision de ce que veut devenir la société de chaque pays et permette de ne pas les confiner à une discussion sectorielle supplémentaire et relativement marginale.

Les ODD proposent enfin **une vision de long terme** - l'horizon temporel étant 2030 - contrairement aux [stratégies nationales de développement durable](#) qui couvrent dans la plupart des pays européens une période de 5 ans. Aucun pays ne pouvant se prévaloir d'un modèle permettant de concilier développement économique, social et environnemental, plus d'une décennie sera nécessaire pour se rapprocher de cette ambition, permettant par ailleurs de s'affranchir des revirements politiques induits par les calendriers électoraux.

Le potentiel des ODD est donc réel. Encore faut-il passer de la théorie à la pratique... Comment concrétiser leur potentiel ? >> Lire notre second article sur la [mise en œuvre des ODD](#).

[GOUVERNANCE](#)[ODD](#)